



d|m

demain le monde

n° 23 – janvier/février 2014

Équateur

Quitter la ville,
réinvestir
la campagne

Denis Robert

Héros des temps
modernes ?

Gaza

Un blocus à lever
de toute urgence

 dossier

Les 20 ans de la rébellion zapatiste

02

sommaire

dmlm

demain le monde

n° 23 – janvier/février 2014

Directeur de rédaction

Arnaud Zacharie

Rédaction

Frédéric Lévêque

Graphisme

Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression

Kliemo – Eupen
sur papier recyclé

Photo de couverture

© Desinformemonos – Periodismo
de abajo (www.desinformemonos.org)

dmlm est le supplément
« développement » du magazine
Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !

www.imagine-magazine.com

www.cncd.be/dlm

Contact

dlm@cncd.be – 02 250 12 51



AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

03

édito

Le commerce mondial à la croisée des chemins

par Arnaud Zacharie

04

actu

Procès d'un homme exemplaire

par Sabine Schrader

06

actu

Le « charbon propre », un oxymore

par Véronique Rigot

07

petites histoires de gros sous

Les bons plans de Deloitte

par Antonio Gambini

08

reportage

Quitter la ville, réinvestir la campagne

par Elodie Jimenez Alba

10

l'esprit d'entreprise

De BRIC et de broc ?

par Erik Rydbergh

11

dossier

Les 20 ans de la rébellion zapatiste

par Bernard Duterme, Jérôme Baschet & le collectif KawaZ

20

citoyen, citoyenne

Bike To Meet You : c'est parti !

La Running Team 11.11.11 sur les starting blocks

Hommage à Nelson Mandela

22

projet 11.11.11

Gaza : un blocus implacable à lever de toute urgence

par Rabab Khairy

24

multi-culture

Denis Robert, héros des temps modernes ?

par Julien Truddaïu

26

appel

Soutenez la reconstruction aux Philippines

27

pas au sud, complètement à l'ouest

Du sang et du boudin

par Gérard Manrès

ARNAUD ZACHARIE
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Le commerce mondial à la croisée des chemins

Le 1^{er} janvier 1994, des milliers d'indi-
gènes se soulevaient dans le sud-est du
Mexique le jour de l'entrée en vigueur de
l'Accord de libre-échange nord-améri-
cain (ALENA) (cf. notre dossier « *Les 20
ans de la rébellion zapatiste* »). Ils
dénouaient entre autres les menaces
pour l'agriculture mexicaine que faisait
peser le traité entre le Mexique, les
États-Unis et le Canada. Des craintes
qui se sont depuis matérialisées. Deux
décennies plus tard, le panorama du
commerce mondial a sensiblement évo-
lué, mais sans que la polémique relative
à l'impact du libre-échange sur le déve-
loppement ne soit éteinte.

Dans un premier temps, la création en
1995 de l'Organisation mondiale du
commerce (OMC) a donné un nouveau

Mais dès 1999, lors de la conférence ministérielle de l'OMC organisée à Seattle,
célèbre pour ses gigantesques manifestations altermondialistes, les divergences
Nord-Sud devinrent telles que les États membres furent incapables de s'accorder,
ce qui déboucha sur un premier échec retentissant des négociations. Il en découla,
en 2001 à Doha, l'adoption d'un « Agenda de Doha » pour le développement,
censé répondre aux préoccupations des pays en développement. Toutefois, deux
ans plus tard à Cancún, les pays en développement firent le constat amer que les
pays riches n'étaient pas passés des paroles aux actes. Nouvel échec !

Au fur et à mesure que les négociations multilatérales s'enlisaient à l'OMC, les
pays industrialisés entreprirent de négocier des accords commerciaux bilatéraux
et régionaux avec les pays en développement dans l'espoir de faire passer par ce
biais les mesures que les pays en développement rejetaient collectivement à
l'OMC. Près de 200 accords commerciaux bilatéraux sont ainsi entrés en vigueur.
La majorité sont des accords de libre-échange Nord-Sud où la raison du plus fort
a généralement fait son œuvre.

**« PRÈS DE 200 ACCORDS COMMERCIAUX
BILATÉRAUX SONT ENTRÉS EN VIGUEUR.
LA MAJORITÉ SONT DES ACCORDS
DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-SUD OÙ LA RAISON
DU PLUS FORT A FAIT SON ŒUVRE »**

Aujourd'hui, le système commercial
mondial semble à la croisée des che-
mins. D'une part, l'OMC éprouve
d'énormes difficultés à engendrer des
accords : en effet, comme l'a encore
démonstré la conférence ministérielle
de Bali de décembre 2013, les États

souffle à la libéralisation des échanges.
Dotée d'un Organe de règlement des dif-
férends chargé de juger les cas de
concurrence déloyale et d'entrave à la
liberté de commercer, l'OMC devenait à
la fois le principal lieu de négociation
commerciale et de règlement des diffé-
rends commerciaux internationaux.

membres ont eu toutes les peines du monde à sauver les apparences par un accord
a minima sur 10 % de l'Agenda de Doha sur lequel on négocie en vain depuis plus
de douze ans. D'autre part, de nouvelles négociations sont annoncées en matière
d'accords bilatéraux et régionaux (entre l'Union européenne et les États-Unis ou
entre les États-Unis et l'Asie-Pacifique) alors que d'autres restent bloqués par des
divergences Nord-Sud tenaces comme la Zone de libre-échange des Amériques ou
les accords de partenariat entre l'UE et ses anciennes colonies (les pays ACP).
Enfin, des processus d'intégration régionale avancent lentement mais sûrement,
comme l'ASEAN+3, le Mercosur ou la récente création d'une union douanière et
monétaire par la Communauté des États d'Afrique de l'Est.

Derrière ces différents types d'intégration au commerce mondial se cache une
question cruciale. La configuration qui finira par prendre le pas sur les autres défi-
nira en effet l'impact qu'aura le commerce sur le développement.

Procès d'un homme exemplaire

SABINE SCHRADER
journaliste

C'est une histoire somme toute banale que nous conte le dernier livre d'Eric Toussaint : celle d'un homme au-dessus de tout soupçon, à l'image de tant d'autres, de ces directeurs d'institutions internationales que la fonction rend irréprochables. Mais c'est surtout le récit d'une impunité quasi totale, où la malhonnêteté, l'enrichissement personnel et les conflits d'intérêt sont monnaie courante.

L'homme s'appelle Jacques de Groote. Directeur exécutif de la Belgique à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI) de 1973 à 1994, il collectionne les reconnaissances : médailles, postes de professeur d'économie aux facultés universitaires de Namur, à l'UCL, maître de conférence... Il a fait la une de l'actualité en mai dernier, pour s'être retrouvé poursuivi par la justice suisse pour blanchiment d'argent aggravé, escroquerie et faux sur les titres. Dès 1990, le *Wall Street Journal* dénonçait les conflits d'intérêt dans lesquels Jacques de Groote était impliqué. En 2013, la justice suisse l'a jugé pour sa participation à la privatisation frauduleuse de la mine tchèque MUS. Il est condamné à deux ans de prison avec sursis et doit payer une amende de 200 000 francs suisses. Il va en appel du jugement.

Un pavé dans la mare

Cette condamnation par la justice suisse est l'occasion de se pencher sur le passé d'un homme à l'apparente brillante carrière. Dans les années 60, Jacques de Groote est présent à la table des négociations menant à l'indépendance du Congo, alors qu'il est déjà assistant exécutif de la Belgique auprès du FMI puis à la Banque mondiale. Mobutu y est présent aussi. Quelques années plus tard, alors que Patrice Lumumba a été assassiné et que Mobutu a pris le pouvoir avec le soutien de la Belgique dont il sert les intérêts, on retrouve Jacques de Groote conseiller économique du gouvernement Mobutu. C'est le début d'une catastrophe économique pour le jeune Zaïre, qui se voit contraint de rembourser une dette qui avait été contractée par la Belgique pour investir dans ses colonies dix ans plus tôt. Une politique de l'appauvrissement programmé appuyée par Mobutu, dont on se souvient de la fortune personnelle réalisée en servant les intérêts de la Belgique, mais aussi ceux des États-Unis. Cette politique de l'endettement durera tout au long des années 70 avec la complicité du FMI et ne prendra fin qu'à la chute du mur de Berlin, lorsque le régime de l'homme fort de Kinshasa perd de son intérêt pour les États-Unis.

Le génocide rwandais accéléré par le FMI ?

À l'instar du Congo, le Rwanda, qui pourtant n'avait aucune dette jusqu'au début des années 80, se retrouve contraint de rembourser des prêts octroyés par la Banque mondiale dont le principal but est d'enrichir le régime dictatorial du général Habyarimana. Jacques de Groote, alors conseiller auprès du gouvernement

rwandais, va intervenir en faveur d'une dévaluation du franc rwandais qui va servir les intérêts de son ami le baron Van den Brande, propriétaire d'une mine au Rwanda. Résultat : le prix des exportations s'effondre alors que celui des importations monte en flèche. La politique du FMI de prêts massifs au Rwanda sur fond d'effondrement des cours du thé, du café et de l'étain va avoir des conséquences dramatiques sur la population. Des centaines de petits producteurs font faillite et deviennent des recrues potentielles pour une armée qui embauche massivement. L'argent des prêts fourni par le FMI est investi dans d'énormes dépenses militaires, sur lesquelles, selon Eric Toussaint, l'institution a fermé les yeux. Et l'auteur de dénoncer une aide indirecte à un régime qui préparait un génocide.

Jacques de Grootte, symbole d'une certaine élite

Au-delà de la figure de Jacques de Grootte, la cible de l'ouvrage d'Eric Toussaint est double : d'une part, il dénonce l'impunité de certains personnages qui, sous le couvert de fonctions au sein d'organismes internationaux, sont prêts à s'enrichir personnellement sur le dos de populations entières. Et il souligne, d'autre part, la scandaleuse toute-puissance de quelques États et de sociétés privées internationales que ces exactions arrangent puisqu'elles servent des enjeux politiques et économiques. L'exemple du Congo est édifiant, où le régime de Mobutu a été soutenu par la Belgique mais aussi par les États-Unis sur fond de guerre froide. Et malgré une mise en examen pour escroquerie dans la privatisation de mines en Tchèque, l'actuel directeur exécutif pour la Belgique au sein de la Banque mondiale, Gino Alzetta, ne voit rien de répréhensible dans le comportement de Jacques de Grootte. Pourtant, la justice suisse a gelé 660 millions de francs suisses sur une centaine de comptes...

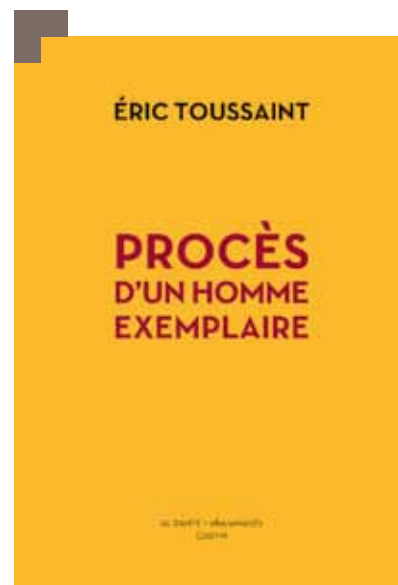
Comme le conclut Jean Ziegler dans la post-face de l'ouvrage : « Les États-Unis, la France, la Belgique, l'Angleterre, la Suisse et bien d'autres États occidentaux abritent à l'intérieur de leurs frontières des démocraties réelles, vivantes, respectueuses des libertés, (...) Mais dans leurs empires néo-coloniaux, face aux peuples périphériques qu'elles dominent, ces mêmes démocraties occidentales pratiquent ce que Maurice Duverger appelle le fascisme extérieur (...) les démocraties occidentales pratiquent le génocide par indifférence (...) les peuples des pays pauvres se tuent au travail pour financer le développement des pays riches. Le Sud finance le Nord (...) le plus puissant des moyens de domination du Nord sur le Sud est aujourd'hui le garrot de la dette. »



Les Autres voix de la planète

Chaque trimestre, le CADTM publie *Les Autres voix de la Planète*, une revue résolument à contre-courant dont les auteur-e-s, venus des quatre coins du globe, vous livrent leurs points de vue à la fois experts et militants, critiques et engagés sur les grands enjeux sociétaux qui se posent aux peuples du monde, et vous donnent des clés pour comprendre et agir. L'abonnement à la revue donne également droit aux différentes publications (livres, brochures, BD, DVD etc.) que le CADTM édite, auxquelles il collabore ou pour lesquelles il a un vrai coup de cœur.

Rendez-vous sur www.cadtm.org



Docteur en sciences politiques de l'université de Liège et de Paris VIII, Eric Toussaint est le fondateur et président du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde. Membre d'Attac, il est également l'auteur de plusieurs ouvrages dont *AAA, Audit Annulation Autre politique*, coécrit avec Damien Millet. Il s'est plusieurs fois penché sur le rôle du FMI et la Banque mondiale, notamment avec *60 questions, 60 réponses sur la dette*, également avec Damien Millet. Avec *Procès d'un homme exemplaire*, il pose une nouvelle fois la question de la pertinence des politiques menées par ces institutions, en s'attachant à leur rôle pendant le règne de Mobutu et le génocide rwandais. Une question plus que jamais d'actualité car, comme l'a récemment avancé l'auteur, elle concerne également la façon dont l'Europe et la Banque centrale européenne gèrent la crise, en imposant des politiques d'austérité qui rappellent les plans d'ajustements structurels imposés aux pays endettés du tiers monde.

Procès d'un homme exemplaire,
Eric Toussaint
édition Al Dante, 2013.



Le « charbon propre », un oxymore

VÉRONIQUE RIGOT
CNCD-11.11.11

C'est comme s'il ne salissait pas les mains de celui qui l'utilise, ni les poumons de celui qui l'extraie ! Apposer le qualificatif « propre » au mot « charbon » a pour effet de donner bonne conscience aux pays qui continuent de construire des centrales à charbon... Comme la Pologne.

On connaissait l'amour de la Pologne pour le charbon. On n'imaginait pas toutefois que cet amour soit à ce point fusionnel. La préparation de la conférence des Nations Unies pour le climat nous a laissés pantois. En trois étapes, la Pologne nous a démontré que l'Europe n'a rien à lui dire... et qu'elle croit au mythe du charbon propre ! Car il s'agit bien d'un mythe dont les scientifiques remettent en cause l'efficacité : les technologies développées pour la capture et le stockage du carbone – rejeté notamment par les centrales à charbon – sont actuellement encore très peu commercialisables tant elles sont inabordables, mais aussi extrêmement risquées.

Les trois étapes

Première étape de la démonstration : la Pologne accueille en novembre dernier la conférence des Nations Unies pour le climat. L'ayant déjà accueillie en 2008 à Poznan, elle remet donc le couvert dans sa capitale, alors que de nombreux autres pays européens pouvaient prétendre à cet honneur. Rappelons que la Pologne est l'un des grands pays qui freinent le plus les ambitions climatiques de l'Union européenne et, en particulier, l'adoption d'un objectif de 30 % de réduction des émissions d'ici 2020 (par rapport à 1990).

Deuxième étape : le gouvernement polonais annonce fièrement la liste de ses sponsors pour l'organisation de la conférence. Sur une liste où l'on trouve le constructeur automobile BMW et le géant de l'acier ArcelorMittal, champion du monde de la spéculation sur les marchés du carbone, figure en première place Alstom, un géant de la production d'énergie, qui se trouve aussi être un grand constructeur de centrales à charbon. Une conférence pour la paix pourrait-elle être financée par l'industrie de l'armement ?

Enfin, troisième étape : parallèlement à la conférence pour le climat, un sommet international pour la promotion du charbon était organisé à Varsovie. Soyons précis sur les termes : ce n'est pas la Pologne mais l'Association mondiale pour le charbon qui organisait ce sommet. Or ce dernier s'est tenu au ministère polonais de l'Économie et a commencé par un dialogue entre officiels sur le charbon propre et le climat.

**« LAISSONS LES ÉNERGIES FOSSILES
LÀ OÙ ELLES SONT NATURELLEMENT
STOCKÉES ET FAISONS PLACE
À UNE PRODUCTION PLUS PROPRE »**

Le charbon a la cote

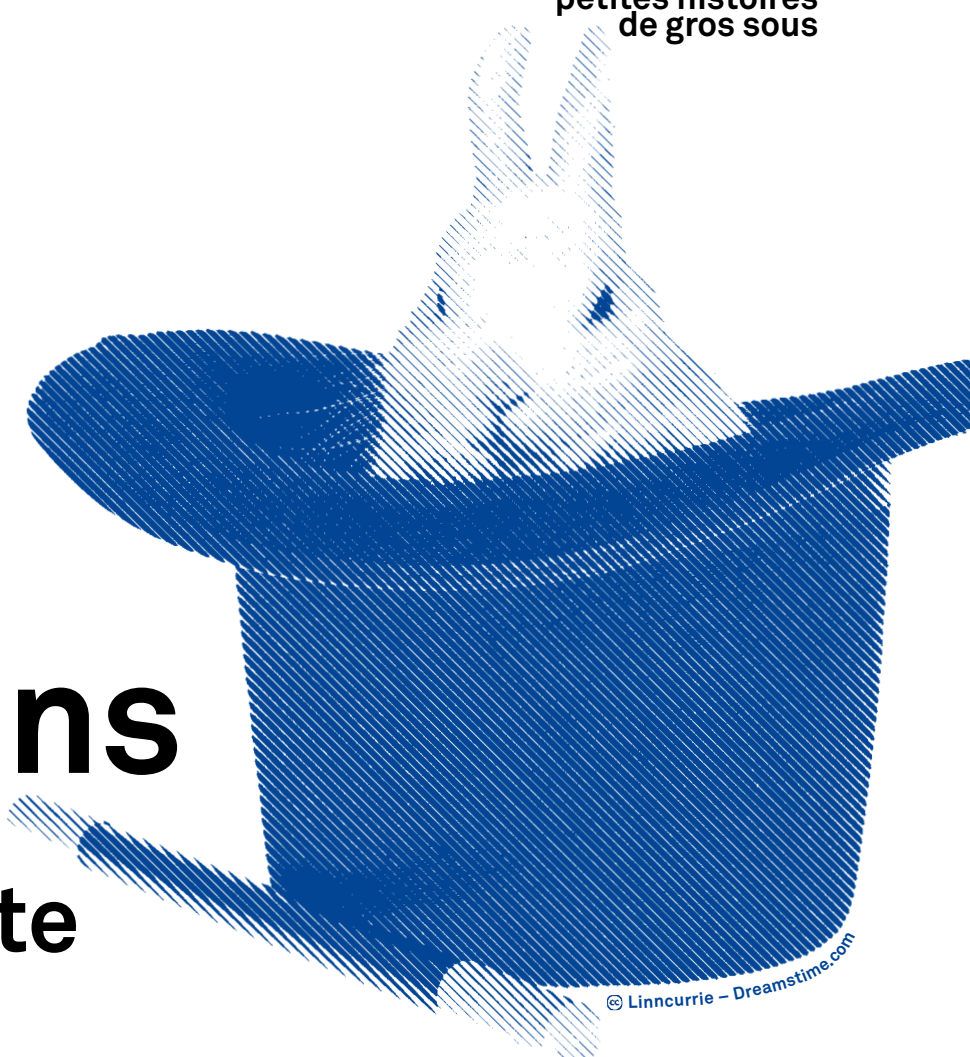
Les centrales à charbon sont très dommageables à l'atmosphère. Et pourtant, l'Agence internationale de l'énergie estime que la production de charbon va continuer sa tendance haussière des dernières décennies (entre 1970 et 2010, la part du charbon dans le total des énergies fossiles est passée de 35 à 43 %). La Chine et l'Inde construiront, à elles deux, ¾ des 1 200 projets de construction de centrales dans les mois à venir.¹ Les réserves de charbon sont encore importantes en de nombreuses régions de la planète et l'extraction se fait à bas prix : les technologies sont amorties, la main d'œuvre est bon marché et l'extraction ne tient pas compte des dommages environnementaux. Il ne faut pas attendre que ces coûts sociaux et environnementaux soient pris en compte, pour repenser la consommation d'énergie. « Laissons le pétrole dans le sol, le charbon dans la mine et les sables bitumineux dans les terres... », déclamait le poème de Nnimmo Bassey au sommet de Cochabamba (Bolivie) en 2010. Laissons les énergies fossiles là où elles sont naturellement stockées et faisons place à une production plus propre.

1/ Chiffres du World Resource Institute, nov. 2012.

ANTONIO GAMBINI
CNCD-11.11.11

Vous êtes à la recherche d'évasion et disposez d'un capital à investir ? Le cabinet Deloitte est là pour vous conseiller et concocter pour votre capital un voyage sur mesure, des eaux turquoises de l'Océan indien aux grandes étendues africaines.

Les bons plans de Deloitte



Au mois de juin dernier, le cabinet international d'audit et de conseil Deloitte a présenté, lors d'une conférence internationale d'investisseurs en Chine, un document interpellant tant il est limpide dans son propos. Son nom : *Investing in Africa through Mauritius, Investir en Afrique via l'Île Maurice*. Le cabinet essaie de convaincre les investisseurs d'utiliser ses services, en leur faisant miroiter les multiples avantages fiscaux d'un passage par l'Île Maurice pour leurs projets sur le continent africain. L'intérêt majeur réside dans le réseau de traités de prévention de la double imposition que le pays a conclus avec plusieurs États africains.

Comme l'explique Deloitte avec force diagrammes, tableaux et graphiques, un investissement étranger au Mozambique, par exemple, qui négligerait ce passage se verrait frapper d'un prélèvement de 20 % sur les dividendes, alors que l'investisseur prétendument mauricien bénéficie du taux de 8 %. Mieux encore, l'investisseur étranger qui souhaiterait réaliser des bénéfices en vendant ses actions d'une entreprise mozambicaine est taxé à hauteur de 32 % sur la plus-value réalisée, mais le taux descend à 0 % pour l'heureux investisseur prétendument mauricien ! Ce dernier jouit d'un privilège au Mozambique parce qu'il est censé avoir payé ses impôts sur l'Île Maurice. Tel est le principe des traités. En théorie peut-être... Mais pas dans la réalité. Dans l'archipel mauricien, le taux d'imposition des sociétés est très généreux : 15 %. Mais il peut encore être réduit jusqu'à 0 % moyennant quelques acrobaties, notamment celle de demander le bénéfice d'une réduction fiscale forfaitaire pour cause... d'impôts étrangers, en l'occurrence les fameux impôts mozambicains que l'investisseur avait pourtant déjà réussi à déjouer...

En d'autres termes, s'il est facile d'adhérer au principe qu'une activité économique ne doit pas être imposée deux fois, ces fameux accords de prévention de la double imposition se révèlent n'être souvent que des garanties de double non-imposition pour les investisseurs fiscalement plus adroits, notamment ceux qui profitent des conseils avisés de Deloitte !

Double casquette

Les entreprises de conseil et d'audit comme Deloitte ont aujourd'hui le vent en poupe mais elles jouent un rôle très ambigu, car elles sont aussi actives dans le marché de la certification des comptes des entreprises. Avec une casquette, Deloitte se présente comme le garant de la légalité et de la véracité des comptes face au Marché et aux autorités et, avec une autre casquette, conseille les entreprises pour les aider à contourner toutes les obligations fiscales en toute légalité.

Il faut savoir que presque la moitié des investissements étrangers dans les pays en développement comme le Mozambique passent par des paradis fiscaux comme l'Île Maurice, ce qui fait la fortune des investisseurs eux-mêmes et de l'industrie de l'ingénierie fiscale, Deloitte en tête. Par contre, bizarrement, l'argent continue à manquer dans la plupart de ces pays pour construire écoles et hôpitaux. Allez savoir pourquoi...



Équateur Quitter la ville, réinvestir la campagne

ÉLODIE JIMENEZ ALBA
journaliste

Les Équatoriens sont des milliers à quitter chaque année leur pays en quête d'une vie meilleure. Mais l'émigration est aussi interne. Les campagnes se vident au profit des grandes agglomérations. À contre-courant, certains citoyens décident de quitter la misère des villes surpeuplées pour réinvestir les terres désertées.

Victoria et Marta sont assises sur le sol en terre de la cuisine. Elles pèlent les dernières patates et les jettent dans la grande casserole. Marta se lève et empoigne le vieux bidon d'essence en plastique qui traîne dans un coin et court le remplir d'eau. Tout en continuant la préparation du repas, Victoria chante une berceuse en quechua à Elvis, son dixième enfant. Elle le tient constamment accroché sur son dos à l'aide d'une *balleta*, un épais châle en laine. L'eau des patates frémit doucement dans la marmite, sous les crépitements du feu de bois. L'*almuerzo*, le repas du midi, est presque prêt. Au loin, les couleurs vives des ponchos d'un groupe de travailleurs colorent le flanc de la montagne. Olga, Manolo, Cristina, Carmen et Avilino redescendent vers la maison, leurs bêtes à la main.

Cela fait maintenant un peu moins d'un an que huit familles ont réalisé un pari audacieux : réunir toutes leurs économies pour financer l'achat d'un terrain en plein milieu de la cordillère des Andes. Ensemble, elles forment désormais la petite communauté rurale de San Luis de Maguazo, nommée ainsi en l'honneur d'un Saint de la région. « Chaque famille a donné tout ce qu'elle pouvait. Nous avons emprunté 74 000 dollars à la banque. Et en additionnant le tout, nous avons déjà pu rembourser la moitié du prêt », explique fièrement Avilino Caruachi, le patriarche de la communauté.

Le mirage de l'exode rural

Depuis une dizaine d'années, les campagnes équatoriennes se vident entièrement au profit de grandes villes comme Quito, Cuenca ou Guayaquil. Le pays connaît un taux d'urbanisation de 63 % et la tâche d'huile continue de s'étendre. Les bidonvilles s'agglutinent aux abords des agglomérations. Les nouveaux venus s'y installent dans des habitations précaires qui se veulent temporaires mais qui deviennent vite définitives. Dans l'imaginaire collectif, ce passage de la campagne à la ville représente une élévation du niveau de vie. Les paysans espèrent y trouver un travail stable, de meilleurs revenus et un accès plus aisé aux soins de santé et à l'éducation. Il s'agit pourtant d'un leurre. Suite aux nombreuses crises économiques qui ébranlèrent le pays durant les années 1990, le taux de pauvreté urbain dépasse à présent celui des campagnes. Si bien que les villes sont aujourd'hui synonymes de chômage, de travail informel et précaire, de travail des enfants et de salaires ridiculement bas.

© Elodie Jimenez Alba



À contre-courant

Les familles de la communauté de San Luis ont choisi de faire le chemin inverse. Toutes originaires du même quartier de Guamote, une ville située dans la province andine de Chimborazo au centre du pays, elles ont décidé de fuir leur quartier surpeuplé et sa misère pour aller tenter leur chance au creux d'une vallée verdoyante perdue au milieu des Andes, avec l'envie de retourner à la terre et à sa culture. Sur les 14,5 hectares de terrain qu'ils ont achetés, ils ont déjà commencé à planter des patates et des fèves et investi dans l'achat de huit moutons et d'un âne. Si ce n'est qu'un début, c'est déjà une véritable révolution pour ces familles. Quand elles habitaient encore en ville, la terre des jardins qui entourait leurs maisons était sablonneuse. « Rien n'y poussait, pas même les mauvaises herbes, raconte doucement Cristina, la plus jeune fille d'Avilino. Du coup, pour vivre, on devait se contenter des revenus de travail occasionnels de l'un ou de l'autre membre de nos familles dans les villes les plus proches. Et quand il n'y avait pas de travail, on s'entraidait entre nous, ne fût-ce que pour manger. »



« Tout le monde se tourne vers les projets gouvernementaux, par facilité »

Partenaire de l'ONG belge Quinoa, le Centro de Estudios y Accion social (CEAS) est une association qui travaille depuis plus de 50 ans dans la province du Chimborazo dans les domaines de la reforestation, de l'accès à l'eau potable et aux sanitaires. Elle promeut la participation communautaire dans tous ses programmes et dénonce à juste titre les pratiques des autorités nationales et provinciales. « Le gouvernement de Rafael Correa subventionne très peu les organisations comme nous, lance avec ferveur Luis Lopez, coordinateur du projet reforestation au CEAS. Pour une question d'image, c'est plus intéressant pour eux d'engager des ouvriers qui vont planter des arbres dans une communauté plutôt que de subventionner une petite organisation de la région pour faire le même travail, mais en mieux ». Cela se traduit par des actions ponctuelles qui ont lieu généralement juste avant les élections et qui n'aident pas les populations sur le long terme. « Des gens payés par le gouvernement débarquent sur un terrain, plantent 200 eucalyptus et puis s'en vont, ajoute Luis Lopez sur un ton acerbe. Dans nos projets, on montre aux gens comment planter les arbres et comment en prendre soin. Ils doivent participer. Du coup, conclue-t-il avec une pointe de fatalisme, tout le monde se tourne vers les projets gouvernementaux, par facilité ».

Devenir paysan

La plus grande difficulté de cet aller simple vers la campagne a été de s'improviser paysan du jour au lendemain. La vie rurale est encore plus rude à 3 200 mètres d'altitude. Les vents violents et la sécheresse affaiblissent quotidiennement les cultures. L'eau est acheminée depuis la cascade la plus proche via des morceaux de tuyau en plastique attachés les uns aux autres par du scotch sur plus d'un kilomètre. Enfin, l'isolement peut s'avérer problématique même si la communauté peut compter sur ses plus proches voisins, à une heure de marche en amont. Ensemble, ils partagent le lait des vaches et les récoltes de blé. Les « néo ruraux » bénéficient aussi de l'appui d'une organisation non gouvernementale, le CEAS (voir encadré ci-contre) qui programme de les aider à planter une centaine d'arbres sur leur terrain. Sur le long terme, certains feront office de barrières coupe-vent, tandis que d'autres serviront à nourrir la communauté, comme les arbres fruitiers.

« LA PLUS GRANDE DIFFICULTÉ DE CET ALLER SIMPLE À LA CAMPAGNE A ÉTÉ DE S'IMPROVISER PAYSAN DU JOUR AU LENDEMAIN »

Après ces quelques mois d'installation sur leur nouveau terrain, vient le temps d'un premier bilan. Bien que pas encore suffisantes pour nourrir toute la communauté, les premières récoltes sont plutôt bonnes. Une cinquantaine d'arbres ont déjà été plantés en bordure du terrain. Mais le vrai but de cet exode urbain est de pouvoir, d'ici quelques années, devenir auto-suffisant. La communauté espère, dans un futur proche, pouvoir y faire pousser des arbres fruitiers, des céréales, des légumineuses mais aussi commencer un élevage de cuyes, des cochons d'Inde, pour revendre le surplus de légumes et de viande sur le marché du jeudi à Guamote. « Ce terrain, c'est plus qu'un bout de terre, c'est notre espoir pour un avenir plus radieux. Je crois qu'on pense surtout à nos enfants. C'est avant tout pour eux qu'on fait tout ça, pour qu'ils aient une meilleure vie que la nôtre », confie Maria, la doyenne de la communauté.

ERIK RYDBERG
Gresea

De BRIC et de broc ?

Les montages savants de l'économie globalisée sous pavillon « Sociétés transnationales » réservent parfois des surprises. Et un mélange détonnant quand ils mettent aux prises « émergents » du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) et les États-Unis.

Inutile de chercher dans nos gazettes, même à coloration financière: pas une ligne. L'affaire, impliquant trois colosses, États-Unis, Inde et Chine, est pourtant considérable. Le *Financial Times* en a suivi la saga. Pour le lectorat francophone, *Demain le monde* la livre en exclusivité...

Blague à part, de quoi s'agit-il? On le sait, l'économie vulgaire, celle des manuels et du discours dominant, ne jure que par la croissance (produit intérieur brut), le commerce et les investissements directs à l'étranger: il faut entendre par là, surtout, les opérations de fusion et d'acquisition transfrontalières des multinationales (dans le jargon, on appelle ça de la « croissance externe »).

Ici, cependant, patatras, gros grain de sable, ô combien révélateur!

L'annonce en juin 2013 du projet de rachat par la société Apollo (Inde!) de l'entreprise Cooper Tire & Rubber Corp. (États-Unis!) avait été saluée par une fanfare de superlatifs. Elle s'est vite transformée en lamentos pleurnichards.

Le nouvel ensemble était censé accoucher d'un géant du pneu, n°7 mondial, et apporter – la transaction porte sur 2,5 milliards de dollars – une manne d'argent aux prêteurs (Deutsche Bank, Goldman Sachs, Morgan Stanley) ainsi qu'aux actionnaires. Et, pour Apollo, une nouvelle plume au chapeau. Fondée en 1975, l'entreprise indienne a su s'enfler surtout par croissance externe. En 2005, son chiffre d'affaires n'était que de 500 millions de dollars.

Mais, donc, las! et re-las!

Car, *primo*, la filiale Cooper Chengshan Tire (Chine!), 5 000 travailleurs et environ 40 % des profits du groupe, ne veut pas de ce rachat. Mieux: elle part en grève et décide d'un *lock-out* de la direction américaine. Interdiction d'entrer sur les lieux. Avec un

argument de poids: vu l'endettement très élevé pesant sur l'opération, c'est la pérennité – la durabilité, mettons – des deux usines chinoises qui, à terme, paraît menacée.

Il faut ajouter à cela que la filiale chinoise était, au départ, en 2006, une *joint venture fifty-fifty*, par après filialisée, 65-35 %. D'un point de vue culturel, l'opération pouvait paraître blessante de la part de « papa »: selon la direction chinoise, en effet, le « père » (Cooper, États-Unis) a manqué de considération pour son « fiston » (Cooper, Chine), le traitant comme moins que rien, une marchandise de seconde zone, vendue avec le lot.

« TRAVAILLEURS CHINOIS ET ÉTATS-UNIENS PEUVENT AGIR DE CONCERT, VOIRE, DEMAIN, DE MANIÈRE CONCERTÉE »

Mais, ce n'est pas fini, car, *secundo*, aux États-Unis, ça va coïncider aussi. Les travailleurs de la puissante *United Steel Workers* sont allés en justice et y ont obtenu gain de cause: l'opération, dira le verdict, ne peut pas mettre en péril la sécurité de l'emploi, ni les avantages sociaux acquis...

L'imbroglia, entre-temps, est devenu total. Mais deux ou trois leçons émergent cependant: le capitalisme-casino n'est pas une forteresse imprenable. Travailleurs chinois et états-uniens peuvent agir de concert, voire, demain, de manière concertée. Et le job de PDG n'est pas une sinécure, celui de Cooper, le pauvre, étant soumis à la dure loi des investisseurs, car seuls ces derniers comptent à ses yeux. L'entreprise, finalement, il s'en fout et il n'a d'ailleurs pas d'autre choix.

Les 20 ans de la rébellion zapatiste

PARA TODOS TODO, NADA PARA NOSOTROS.

BERNARD DUTERME
CETRI

Une rébellion hors norme et paradoxale

« Vous êtes néophyte dans la connaissance du zapatisme ? Vous n'êtes jamais allé dans un village zapatiste ? Vous n'étiez pas encore né quand l'EZLN est apparue au grand jour ? Vous ne vous étiez rendu compte de rien jusqu'au jour de la fin du monde, ni même après ? Voici ce que vous auriez toujours dû savoir à propos du zapatisme »¹. Le sous-commandant Marcos, porte-parole des Indiens insurgés du Sud-Est mexicain, n'a pas son pareil parmi les leaders révolutionnaires d'hier et d'aujourd'hui pour ré-attirer l'attention sur sa rébellion.

« Le jour de la fin du monde » auquel il fait allusion dans cet extrait d'une nouvelle série de longs communiqués incoercibles rendus publics en juillet dernier, c'est le 21 décembre 2012, le solstice d'hiver choisi par plus de 40 000 zapatistes encaoulés pour occuper pacifiquement et silencieusement cinq villes de l'état mexicain du Chiapas. Impressionnante démonstration de force, après quatre ans de relative discrétion. D'autant que l'on savait le mouvement rebelle miné par les stratégies de division et de pourrissement du pouvoir mexicain, le quadrillage militaire et le harcèlement paramilitaire, ainsi que le découragement de certaines bases d'appui zapatistes.

Novembre 1983, décembre 1993, août 2003

C'est en novembre 1983 en effet qu'une poignée de guérilleros issus des Forces de libération nationale (FLN), rejoints l'année suivante par l'universitaire citadin qui deviendra le sous-commandant Marcos, créent au fin fond de l'État du Chiapas l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), avec la ferme intention, à la mode de Che Guevara, d'y allumer la révolution. Marcos et ses camarades ne seront toutefois pas les seuls à « travailler » aux côtés des Mayas tzotziles, tzeltales, tojolabales, choles de la région. Les animateurs sociaux du très concerné diocèse catholique de San Cristobal de Las Casas, dont les frontières coïncident précisément avec la zone d'influence actuelle des zapatistes, sont aussi à l'œuvre dans les villages indigènes, depuis de nombreuses années.

Dix ans plus tard, forts de ces influences multiples mais contrecarrés dans leurs projets d'émancipation par l'autoritarisme d'une élite locale raciste et par les effets de la libéralisation de l'économie mexicaine, la chute du prix du café et la réforme constitutionnelle de 1992 qui casse tout espoir de réforme agraire, d'importants secteurs de la population indigène du Chiapas, le visage souvent recouvert d'un passe-montagne, vont se soulever en armes (avec les moyens du bord, souvent de vieilles pétoires) dans les principales villes de la région. « Démocratie, liberté, justice ! ». Et ce, le jour même de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui ouvre les richesses du Mexique aux États-Unis et au Canada. Mais le coup d'éclat zapatiste de la nuit du 31 décembre 1993 au 1^{er} janvier 1994 fera long feu. Lourdemment réprimés, les Indiens insurgés vont rapidement se replier et réintégrer leurs villages. Débutera alors un long processus de militarisation de la région par les autorités, de négociation erratique et de mobilisation pacifique de l'EZLN au retentissement mondial.

MUNICIPIO
AUTONOMO
REBELDE

ZAPATISTA

BUEN GOBIERNO
CORAZON CENTRICO DE LOS ZAPATISTAS
DELANTE DEL MUNDO
ZONA ALTOS

Dix ans plus tard, en août 2003, déçus, voire trahis, les zapatistes rendent publique la création de leurs propres organes d'autogouvernement, radicalement étanches aux instances et interventions de l'État, au *mal gobierno*. C'est l'« autonomie de fait », celle que la Constitution ne veut pas leur reconnaître. La priorité donnée à l'expérimentation d'« une autre manière de faire de la politique » dans les communautés autonomes – ce que la sociologie anglo-saxonne appelle les « politiques de préfiguration » (commencer par fonctionner soi-même démocratiquement) – est en partie le résultat de l'inconséquence des principaux partis mexicains qui n'ont pas respecté, sur le plan national, les accords de San Andrés² et, dans le Chiapas, agressent régulièrement l'EZLN ou sa base... Le bilan que dressent aujourd'hui les zapatistes eux-mêmes de cette autonomie éducative, sanitaire, juridique et,





© AP – Reporters

autant que faire se peut, productive et commerciale des communautés rebelles est plutôt positif : en dépit de bien des difficultés, non éludées, les indicateurs sociaux progressent... Le

« NOUS SOMMES ÉGAUX PARCE QUE DIFFÉRENTS »

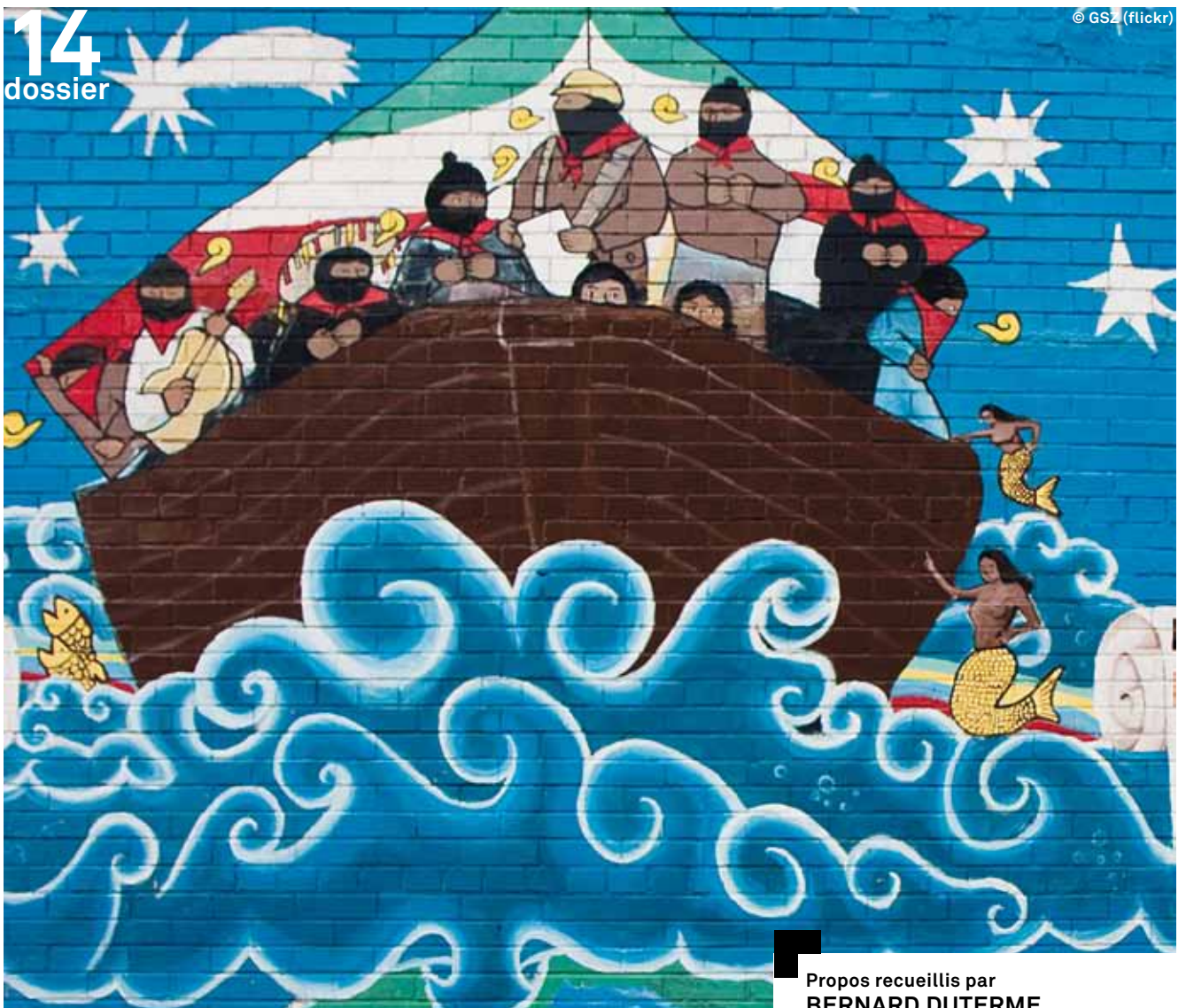
contexte demeure cependant extrêmement problématique pour les indigènes de la région, zapatistes ou non. Ils figurent toujours parmi les populations les plus pauvres du Mexique, souvent encore sans accès aux services de base, marginalisés ou instrumentalisés par un modèle de développement prédateur – « extractiviste », forestier, agricole, touristique... – qui profite des multiples richesses naturelles et culturelles du Chiapas, au détriment de ses premiers habitants.

Un idéal éthique et politique universel

Toute l'originalité, la force et la faiblesse de la rébellion zapatiste résident dans l'évolution et les réalités auxquelles renvoie ce triple anniversaire. Une avant-garde révolutionnaire léniniste classique fait place à une révolte indienne massive, déterminée, presque suicidaire, qui elle-même, au gré des circonstances, des rapports de force, de rencontres « intergalactiques »³ avec des bus entiers de rebelles venus du reste du pays et du monde, va s'affirmer en un mouvement à la fois ouvert et autonome, radicalement démocratique et profondément identitaire, nationaliste mexicain autant qu'ethnique et altermondialiste, imprégné d'un esprit libertaire, de clés de lecture marxiste, d'une culture chrétienne émancipatrice, d'idéaux féministes et de références mayas. Une addition de combinaisons plutôt inédites. Le mouvement zapatiste garde en tout cas le mérite d'avoir donné vie, à partir de son ancrage local, à un idéal éthique et politique désormais universel : l'articulation de l'agenda de la redistribution à celui de la reconnaissance. « Nous sommes égaux parce que différents ».

Ce texte est une version adaptée d'un article paru dans *La Revue nouvelle*, novembre 2013.

1/ Tiré d'un communiqué du sous-commandant Marcos de juillet 2013, publié sur www.enlacezapatista.ezln.org.mx le 1^{er} août. 2/ Les accords de San Andrés (février 1996) sur la reconnaissance des droits et cultures indigènes sont les seuls accords signés à ce jour entre gouvernement mexicain et commandants rebelles. Les autres thèmes prévus par les négociations n'ont jamais pu aboutir. Ils étaient censés porter sur les dimensions plus politiques (démocratisation) et socioéconomiques (redistribution) des revendications zapatistes. 3/ Du nom donné par Marcos à la « Première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme » convoquée par l'EZLN en 1996 dans le Chiapas, qui sera suivie de multiples initiatives similaires.



Propos recueillis par
BERNARD DUTERME

« Un autogouvernement de démocratie radicale »



Historien médiéviste reconnu internationalement, Jérôme Baschet est sans doute aujourd'hui l'observateur francophone le plus proche de la rébellion zapatiste. Enseignant à la fois à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris et à l'Université autonome du Chiapas à San Cristobal de Las Casas depuis plus de quinze ans, il a consacré de multiples travaux au mouvement zapatiste, dont le remarqué *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire* (Flammarion, 2005). En 2013, il a préfacé l'ouvrage *Eux et Nous* (Éditions de l'Escargot) qui publie des textes récents des sous-commandants Marcos et Moisés, porte-parole de la rébellion. Il publie en ce mois de janvier 2014 un nouveau livre, largement fondé sur l'inspiration zapatiste : *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes* (La Découverte).



Contes rebelles

Récits du sous-commandant Marcos

Un livre CD pour fêter les 20 ans du soulèvement zapatiste du 1^{er} janvier 1994.

12 contes et récits • 20 photographies couleurs des communautés zapatistes
• un CD contenant les textes du livre lus par John Berger, Bonga, Carmen Castillo, Manu Chao, D' de Kabal, Jolie Môme, Denis Lavant, Les Ogres de Barback, Daniel Pennac, Serge Pey, Tamérantong.

L'histoire du zapatisme, c'est aussi la profusion des histoires que le sous-commandant Marcos ne cesse de raconter : celles du vieil Antonio – porte-parole d'un imaginaire indien déconcertant –, du scarabée Durito – infime insecte se prenant pour Don Quichotte –, ou encore de ces enfants intrépides qui infligent défaite sur défaite au stratège de l'EZLN. Ces contes nous invitent à écouter la parole de ceux que l'on n'écoute pas. Ils sont portés jusqu'à nous par la personnalité et la voix de 12 lecteurs et lectrices, pour intensifier le plaisir de les savourer, enrichir notre propre imaginaire et interroger nos principes de vie.

Coordonné par le collectif « Grains de sable », ce livre est une réalisation solidaire dont les bénéfices seront versés aux communautés zapatistes.

Souscription en ligne avant le 31 janvier 2014 :

www.muscadier.fr/catalogue/souscription-contes-rebelles/
info@muscadier.fr

En ce 20^e anniversaire, la dynamique zapatiste est-elle toujours à ce point porteuse de sens et d'espoir pour les résistances altermondialistes et les luttes d'émancipation dans le monde ?

La mobilisation massive du « jour de la fin du monde » a été une surprise totale. Cela a constitué un démenti cinglant à toutes les rumeurs, démontrant que la relative discrétion des années précédentes ne signifiait pas un déclin, mais la préparation silencieuse d'une nouvelle étape de la lutte.

Cheminer en questionnant

Les insurgés ont lancé une nouvelle invitation aux « zapatissants » du monde entier à venir se frotter de près aux réalités de la vie quotidienne des communautés rebelles, durant ce qu'ils ont appelé « la petite école zapatiste ». De quoi s'agit-il ?

L'*Escuelita* du mois d'août, qui a permis à près de 1 500 personnes de partager, une semaine durant, la vie de familles zapatistes, a été une expérience exceptionnelle et parfois bouleversante, y compris sur le plan émotionnel. Cela a également été, pour les zapatistes eux-mêmes, l'occasion de faire une évaluation collective de l'autonomie. Ce bilan est d'une grande honnêteté ; il fait une large place aux difficultés, aux tâtonnements de ceux qui, au moment de se constituer en autorités, savaient n'être pas préparés pour cela et ont dû « cheminer en questionnant » ; de nombreuses lacunes et des erreurs parfois graves sont également reconnues. Néanmoins, ce qui a été réalisé est remarquable.

Une démarche antisystémique

En quoi consiste justement cette « autonomie de fait » ?

Prenant appui sur les traditions indiennes tout en les renouvelant profondément, un système d'autogouvernement a été construit au niveau des villages, des communes et des régions, sur un territoire fragmenté de la taille de la Belgique. Cinq « Conseils de bon gouvernement » fonctionnent, rendent la justice, organisent la prise de décision collective sur la base d'un mécanisme complexe de consultation des assemblées locales, communales et régionales. Un système de santé autonome a été mis en place ; des centaines d'écoles autonomes ont été créées et plus d'un millier d'enseignants ont été formés. Et cela sur la base d'un refus absolu de toute aide gouvernementale. Ce que les zapatistes ont créé peut être considéré comme un autogouvernement de démocratie radicale. Ils démontrent que la politique n'est pas une affaire de spécialistes et que les gens ordinaires (que nous sommes aussi) sont capables de s'emparer des tâches d'organisation de la vie collective. Ils appellent cela l'autonomie, terme qui, pour eux, n'a rien à voir avec une simple décentralisation des pouvoirs de l'État, mais désigne une démarche clairement antisystémique, à la fois construction d'une autre réalité sociale et mise en place d'une forme non étatique de gouvernement, dans laquelle la séparation entre gouvernants et gouvernés tend à se réduire autant que possible. C'est cela le « bilan » du zapatisme, 20 ans après le *¡Ya Basta!* (Ça suffit !) de 1994, et ce n'est pas rien.

Quelle est la viabilité sociale d'une telle expérience émancipatrice dans un contexte politique, militaire et économique toujours aussi adverse ?

La situation des communautés rebelles est certes moins dramatique qu'elle ne l'était entre 1997 et 2000 (paramilitarisation orchestrée par le gouvernement fédéral, dizaines de milliers de déplacés, massacre d'Acteal en décembre 1997). Néanmoins, l'hostilité contre-insurrectionnelle reste aujourd'hui manifeste. Elle agit surtout par l'intermédiaire de groupes et organisations que les autorités incitent à harceler les communautés zapatistes, notamment afin de leur soustraire des terres récupérées en 1994 et que celles-ci cultivent depuis lors. Si l'EZLN répondait à la violence par la violence, ce serait le prétexte idéal pour une intervention de l'armée fédérale. Poursuivre la construction de l'autonomie suppose donc d'avoir assez de sang-froid pour ne pas « céder à la provocation ». Cela dépend aussi de la vigilance de la « société civile » mexicaine et internationale, qui est essentielle, car elle rappelle aux autorités fédérales que les zapatistes ne sont pas seuls.

Coexistence difficile mais respect mutuel

Une partie de la population indigène est elle-même hostile à la rébellion zapatiste. Comment ces clivages, parfois violents, évoluent-ils aujourd'hui ?

Hormis ces situations de conflit ouvert, presque toujours induits ou encouragés par les autorités, zapatistes et non zapatistes sont tout à fait capables de coexister pacifiquement. Une grande partie de la population indigène, sans être zapatiste, ne leur est pas hostile et leur témoigne souvent un véritable respect. Par exemple, les cliniques zapatistes sont ouvertes aux non zapatistes, qui savent qu'ils y seront mieux traités que dans les hôpitaux publics où règnent racisme et inefficacité. Il y a, au Mexique, de nombreux cas récents de femmes indigènes ayant accouché à l'entrée d'hôpitaux publics sans être prises en charge. Il est également fréquent que des non zapatistes fassent appel à l'un des « Conseils de bon gouvernement » pour résoudre une question juridique. Ils bénéficient là d'une justice gratuite, rapide et exercée par des personnes qui connaissent la réalité indienne, ce qui n'est pas le cas des instances constitutionnelles, dont la corruption est profonde.

Sur le plan national, les zapatistes ont relancé dernièrement la dynamique du Congrès national indigène qui fédère les luttes des peuples indiens du Mexique contre l'exploitation de leurs territoires. Fondé en 1996, le Congrès national indigène rassemble des organisations de la plupart des ethnies du pays (plus de cinquante au total). Sa dernière réunion générale a été convoquée en août dernier à l'initiative de l'EZLN. Des centaines de délégués des organisations indiennes de tout le pays y ont dressé l'effrayante liste des attaques contre leurs territoires et leurs formes d'organisation communautaire, depuis le détournement illégal de l'eau du fleuve Yaqui dans l'État de Sonora jusqu'à l'implantation massive d'éoliennes détruisant l'écosystème lagunaire dont vivent les pêcheurs de l'isthme de Tehuantepec, sans oublier les récentes attaques contre la police communautaire des régions montagneuses du Guerrero. Le CNI est le lieu de convergence et d'appui mutuel entre ces multiples luttes indiennes.



L'ALENA, « une arme de destruction massive »

Les zapatistes se sont soulevés le 1^{er} janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. Vingt ans plus tard, quel est le bilan de cette ouverture du marché mexicain aux grands voisins du Nord ?

Pour répondre à cette question, Jérôme Baschet n'y va pas par quatre chemins : « L'ALENA a fonctionné comme arme de destruction massive contre la paysannerie mexicaine. » Dans les années 1980, le Mexique était autosuffisant pour sa production de base ; aujourd'hui, il importe la moitié du maïs consommé, pour ne rien dire des autres céréales. Une tragédie puisque le Mexique est le berceau de la culture du maïs.



BERNARD DUTERME

Le goût de la liberté, le choix de la dignité

En cette période d'anniversaires, le sous-commandant Marcos continue à cultiver l'« indéfinition » de la rébellion et à jouer de son humilité (« le chemin se fait en marchant », « venez le discuter avec nous », « que faut-il faire ? avec qui ? »), l'un des ressorts sans doute de son écho international si positif des premières années. Dans le même temps, force est de reconnaître que celui qui reste le porte-parole des commandants indigènes et le chef militaire de l'EZLN (aux côtés désormais du sous-commandant Moises, indigène tojolabal) balise aussi la voie à suivre (« en bas à gauche », en marge de toute représentation, médiation ou institution politiques, en « réseau » avec les luttes « anticapitalistes » d'ici et d'ailleurs) et clive volontiers le panorama (en caractérisant les « véritables zapatistes » et ceux qui ne peuvent l'être), avec ou sans second degré, selon l'humeur. Ses postures lui valent depuis quelques années déjà de fortes inimitiés au sein des gauches mexicaines – radicales et modérées – qui lui reprochent sa « superbe », ses « zigzags politiques », voire son « antipolitisme inconséquent ».

Pour Jérôme Baschet, le refus de la « politique d'en haut », celle qui est centrée sur le pouvoir d'État et le jeu des partis s'explique aisément : « Cette posture est le résultat d'une histoire jalonnée de trahisons par le monde politique. Elle repose aussi sur le fait que le choix de la conquête du pouvoir d'État conduit, dans un monde dont la globalisation est irréversible, à une soumission, plus ou moins maquillée, aux logiques systémiques et, de plus, à une accentuation de la séparation entre gouvernants et gouvernés. Sur cette base, il n'y a pas d'autre option que de multiplier les espaces permettant d'amorcer la construction de formes d'organisation collective alternatives. »

« Il ne s'agit pas pour autant pour eux de prôner une stratégie de la désertion et de créer quelques îlots de paix, poursuit l'historien français. Ils savent fort bien que, pour construire, il faut une force collective organisée. » C'est le sens de leur appel à un réseau planétaire de luttes, appelé *la Sexta*... en référence à la « Sixième déclaration de la Selva Lacandona¹ ». Construire et lutter contre doivent être conçus comme deux démarches indissociables. « Durant la « petite école », l'un des *maestros* zapatistes nous a demandé à tous : « Et vous, est-ce que vous vous sentez libres ? », raconte Jérôme Baschet. Pour eux, la réponse est claire. Malgré des conditions de précarité extrêmes, ils ont fait le choix de la liberté ; ils décident eux-mêmes de leur propre manière de s'organiser et de se gouverner. C'est sans doute ce goût de la liberté et la dignité qui en découle que l'on perçoit dans la manière d'être si singulière des zapatistes. »

1/ Les « déclarations de la Selva Lacandona » sont les communications officielles de l'EZLN. La Selva Lacandona est le massif forestier tropical du Chiapas qui héberge une partie de l'EZLN et de ses bases d'appui.

« L'abandon pur et simple du monde rural faisait explicitement partie du projet du président Salinas de Gortari, explique l'historien français. Il s'agissait de vider les campagnes et de mettre fin à un mode de vie archaïque dont la logique technocratique se plaît à souligner qu'il n'apporte presque rien au PIB national. » Le résultat est catastrophique : migrations, déstructuration des communautés, baisse de la production, imposition de nouvelles formes de consommation, dépendance accrue à l'égard du marché, etc. Aux côtés d'autres organisations qui défendent une agriculture paysanne et promeuvent la souveraineté alimentaire, « l'autonomie telle qu'elle se construit en territoire zapatiste se présente comme une alternative au désastre rural mexicain ».

COLLECTIF KAWAZ

La petite histoire du grain KawaZ

Je suis KawaZ, un petit grain de café, à la fois fruit et semence du caféier. Je viens de loin, du nord du Chiapas, dans le sud du Mexique. Mes producteurs sont membres de la coopérative Ssit Lequil Lum, « Les fruits de la Terre Mère » en tzeltal. C'est la plus jeune des coopératives zapatistes. Elle rassemble plus de 400 producteurs répartis dans cinq communes, sous l'œil attentif de la *Junta de buen gobierno Nueva Semilla que va a Producir* (la nouvelle graine qui va produire). Si c'est pas un signe du destin un nom pareil !

Mon long voyage a commencé quelques jours après la récolte qui s'effectue six à sept fois par an, de la mi-janvier jusqu'au mois de mars. Cueilli et descendu de ma colline, j'ai été dépulvé au village et fermenté quelques heures dans l'eau puis séché. Au départ de 100 kilos de café brut, les producteurs obtiennent 18 à 20 kilos de grains comme moi bien acidulés. Le dépulpage, c'est la première épreuve. Passer dans la machine et se faire moudre la pulpe, c'est pas vraiment du plaisir ! Je dois avouer que j'ai un peu souffert.

Après avoir séché sur une dalle dans un petit village, on m'a emmené jusqu'à Yajalon dans un sac en jute de 69 kilos. Là, nous avons pris un camion. La première partie du voyage est un peu risquée, entre l'état des routes et les contrôles de police et des douanes : les deux chauffeurs ont dû décharger tous les sacs deux fois, juste pour voir si on était bien des grains de café et s'il n'y avait pas des clandestins planqués parmi nous. Enfin, avec les barrages de l'armée et les mouvements des groupes paramilitaires, il y a de quoi flipper et devenir très discret.

Après deux jours de route, j'arrive au port de Veracruz où nous sommes rangés dans un conteneur de 17 tonnes en attendant l'embarcation sur le cargo. Je ne suis pas prêt d'oublier cette épreuve ! Comment un grain de café qui a mûri à plus de 1 000 mètres d'altitude pourrait-il être préparé à traverser l'Atlantique en cargo ? Je ne savais même pas que ça existait, l'Atlantique ! Non seulement c'est très long à traverser, plus de trois semaines, mais en plus qu'est-ce que ça bouge l'océan !

Le pire, c'est l'arrivée au port du Havre. C'est l'été, il fait froid et il pleut. C'est toujours comme ça en Europe ? Une fois déchargé du conteneur, on passe encore quelques jours en zone franche, histoire de se faire dédouaner. Finalement, on vient nous chercher et je me fais stocker dans le plus grand hangar que j'ai vu de ma vie. Ici, j'ai pu un peu causer avec des autres grains de café, qui viennent de toute la planète : des asiatiques, des africains et d'autres latino-américains comme moi. Et moi qui croyais qu'on était les seuls !

On m'avait prévenu que je pourrais me retrouver à Copenhague ou à Madrid, à Berlin ou à Rome. Et finalement je suis arrivé à Bruxelles ! Maintenant, je suis chez le torréfacteur. Je ne m'attendais pas du tout à ça, c'est l'usine : la torréfaction par dizaines de kilos. Chez nous, chaque famille torréfie son café à la maison à la poêle. Ici, il y a des grosses machines et, une fois dedans, je vais gonfler et devenir tout noir, tout en perdant 1/5 de mon poids. C'est comme ça que je serai lorsqu'on se rencontrera.

© produitszapatistes.free.fr





KawaZ

BXXL

Le torréfacteur d'habitude, il achète et mélange ses cafés verts afin de créer un mélange qui conviendra à sa clientèle et garantira ses bénéfices. Moi, je suis ce qu'on appelle un café d'origine : tu me bois tel quel ou tu peux créer toi-même tes mélanges personnels. En plus, au-delà du goût, je suis complètement dans un autre *trip*.

Déjà, j'ai échappé à ceux qu'on appelle, dans mon pays, les coyotes et qui bossent pour les *traders* du *business* mondial du café (on m'aurait payé moins de 1 € le kilo à mes producteurs). En général, les intermédiaires paient beaucoup moins que le cours mondial, ce qui donne une idée des marges bénéficiaires fabuleuses réalisées par les multinationales de l'alimentation. J'ai également échappé au commerce dit équitable, qui achète en fait depuis plusieurs années le café à des prix à peine supérieurs aux cours officiels (cela peut monter à 2,50 € chez Max Havelaar). Tout ça pour dire que j'ai été acheté directement à Ssit Lequil Lum, à un prix solidaire, fixé par les producteurs, c'est-à-dire, 4,50 € le kilo. Ce qui me paraît juste quand je me rappelle mon parcours.

« J'AI ÉTÉ ACHETÉ DIRECTEMENT À UN PRIX SOLIDAIRE, FIXÉ PAR LES PRODUCTEURS »

Le jour où mon caféier sur lequel j'ai été cueilli, a été planté, les membres de la coopérative n'ont utilisé que des grains venant de leur parcelle. Comme ça ils savaient qu'ils étaient issus d'une variété adaptée au sol local. En plus, les plantations profitent de l'ombre d'une vaste forêt. C'est une grande partie du secret pour réunir les éléments permettant la production d'un grain aussi exceptionnel que moi. Allez, pas de fausse modestie ! Ensuite, l'engrais qui nourrit mon caféier est le produit de la diversité des autres végétaux entourant les plants de café.

Aujourd'hui tous les membres de la coopérative travaillent leurs parcelles de manière biologique mais loin des normes imposées par le *Business* du Bio. La coopérative développe une certification indépendante avec l'université de Veracruz. Les producteurs et les techniciens d'agro-écologie définissent ensemble la liste des points à certifier. Cette auto-certification impose à la fois une culture sans produits chimiques et des normes sur la qualité du travail après la récolte des grains. Mes producteurs ont compris les nombreux avantages de ne pas utiliser d'engrais chimiques. Pour commencer, ils font des économies en évitant l'achat des pesticides. Ensuite, le travail pour avoir un humus aussi riche que possible et donc diversifier les arbres poussant autour des plants de café, a permis de développer des cultures d'auto-subsistance. C'est ainsi que plein de plantes comestibles ont été semées. Les plants de café coexistent avec des bananiers, des manguiers, des orangers, des mandariniers, ... Et enfin, cet écosystème riche en espèces végétales offre aussi une protection à des dizaines d'espèces d'oiseaux migrateurs et à beaucoup d'autres espèces animales. Pas mal, non ?

Alors, avec ou sans sucre ?

Un p'tit KawaZ pour la cause ?

La solidarité avec le mouvement zapatiste a pris de multiples formes depuis 1994. Ces dernières années, en Europe, elle s'organise très concrètement en réseaux de distribution du café produit par les communautés autonomes zapatistes. C'est le cas avec CafeZ à Liège depuis 2005. Et avec KaWaZ à Bruxelles depuis quelques mois.

Infos, contacts

& lieux de vente :

KawaZ, Bruxelles :

<http://kawaz.bruxxel.org>

cafeZ, Liège :

<http://csoa.blablaxpress.org/>

?q=content/cafez

© produitszapatistes.free.fr

20
citoyen,
citoyenne

BIKE TO MEET YOU



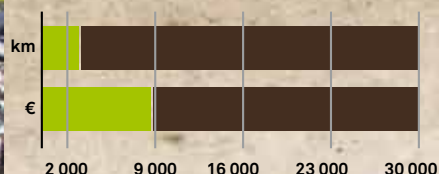
c'est parti !



Nous vous les présentons dans notre précédent numéro. Quentin, Melik et Yvan sont trois jeunes Bruxellois qui ont décidé d'entreprendre un tour du monde à vélo de 30 000 kilomètres. Un challenge sportif auquel ils ont ajouté un défi solidaire, puisque les trois cyclistes se sont donné pour objectif de récolter 1 € par kilomètre parcouru, soit 30 000 €, au profit de l'Opération 11.11.11 et donc de ses programmes de développement.

Le départ a eu lieu le 9 novembre sur la Grand-Place de Bruxelles, en présence du chanteur Saule et de leurs nombreux supporters. Au moment de boucler ce magazine, Quentin, Melik et Yvan traversent le Maroc. Ils ont déjà parcouru 3 060 kilomètres. Mais ils sont en retard... sur le compteur de don qui atteint 8715 €.

Rendez-vous sur
www.biketomeetyou.be
pour les suivre et les soutenir.





NELSON MANDELA

Condensed on August 14, 1961
 Thomas J. Adams, Director of Child Welfare



Une campagne nationale de boycott des fruits de l'Afrique du Sud

Le 10 mars 1965, le Comité de la Région parisienne a été élu pour la première fois. Le 15 mars 1965, le Comité de la Région parisienne a été élu pour la première fois. Le 15 mars 1965, le Comité de la Région parisienne a été élu pour la première fois.

DEMAIN
Le monde
JOURNAL DE LA COMPREHENSION INTERNATIONALE

Outils d'animation sur l'apartheid

L'apartheid en Afrique du Sud reste une question d'actualité et les limites rétrogrades de l'apartheid n'ont rien de si caractéristiques des pratiques raciales instituées par le loi de ce pays.

L'exploitation, la répression, et la marginalisation de la majorité noire sont des pratiques qui ont été pratiquées par la minorité blanche pendant des décennies et constituent un crime permanent contre l'humanité.

Il est de notre devoir de le dénoncer et de tout faire pour qu'il soit mis fin à cet outrage aux droits de l'homme les plus élémentaires.

[illegible]

nos membres ont unifier leurs efforts pour une meilleure gestion de nos ressources, et peuvent même nous proposer, le cas échéant, d'autres outils innovants.

Souhaitiez en savoir plus ? Venez à la rencontre de nos collaborateurs et relancer ce répertoire est le fruit d'une collaboration entre différentes organisations non gouvernementales (ONG) du développement durable, regroupées au sein d'un collectif appelé *Forum des associations de la région lyonnaise* pour le développement durable, et pour l'apaisement des zones rurales propres.



hommage

« Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle. Elle est le résultat de l'action des hommes et le combat pour son éradication ne peut être mené que par eux-mêmes. »

Nelson Mandela, Londres, 2005

La Running Team 2014 encore sur les *starting blocks*



Toujours plus de coureurs, toujours plus de courses, toujours plus d'ambiance, toujours plus de dons, tels sont les objectifs de la Running Team 11.11.11 en 2014.

Si courir faite partie de vos bonnes résolutions de 2014 et que vous désirez y joindre une bonne cause (soutenir l'Opération 11.11.11, pardi !), n'hésitez pas à rejoindre l'équipe pour ses prochains défis printaniers. Dépêchez-vous ! Les inscriptions sont ouvertes et il est grand temps de s'entraîner...

Infos pratiques & inscriptions sur
www.cncd.be/courir

Où ?

Bande de Gaza, Palestine.

Qui ?

Belgique :

CNCD-11.11.11

Palestine :

Palestinian NGO Network

Quoi ?

Depuis quatre ans, le CNCD-11.11.11 soutient le travail du Palestinian NGO Network (PNGO), la coordination des ONG palestiniennes dans l'objectif de renforcer la coordination, la consultation et la coopération entre les différents secteurs de la société civile en Palestine. PNGO comprend 133 organisations membres, qui travaillent dans différents domaines de développement en Palestine. Le bureau de Gaza coordonne 63 membres localisés à Gaza, celui à Ramallah (Cisjordanie) coordonne les 70 autres membres. Les 2 bureaux sont indépendants et autonomes dans la mesure où la bande de Gaza est totalement isolée et que les problématiques auxquelles font face les 2 bureaux diffèrent de plus en plus.

Soutenir 11.11.11

N° de compte :

BE33 000170326946

BIC : BPOTBEB1

au nom du CNCD-11.11.11,

Quai du Commerce 9,

1000 Bruxelles



Le CNCD-11.11.11
adhère au Code éthique
de l'AERF

www.vef-aerf.be



Gaza

RABAB KHAIRY
CNCD-11.11.11

Un blocus implacable à lever de toute urgence

Utiliser l'analogie de la prison à ciel ouvert pour décrire l'enfermement de la bande de Gaza n'a jamais été aussi approprié que ces derniers mois. Hormis l'action et les déclarations d'associations ici et là-bas, rien n'est fait ni dit pour mettre fin à cette situation de claustration.

Une prison aux nombreux geôliers

Difficile d'imaginer sa vie sans électricité. C'est pourtant le quotidien des Palestiniens de Gaza qui doivent se contenter de 6 heures d'électricité par jour en moyenne. Parfois un peu plus, parfois un peu moins. Conséquence directe : tous les aspects de la vie quotidienne des 1,7 million de Palestiniens de Gaza sont affectés par ce rationnement forcé. Et c'est dans le domaine sanitaire que l'on rencontre les situations les plus dramatiques.

Depuis la fermeture, en novembre, de la centrale électrique de Gaza, consécutive à la pénurie de carburant, de nombreux services essentiels sont concernés et dépendent des générateurs de secours, qui ont besoin eux-mêmes de carburant. Dans les hôpitaux, les services vitaux que sont les unités néonatales, de soins intensifs et de chirurgie sont ainsi directement mis en péril quand le carburant vient à manquer. Sans parler du fait que 27 des 128 médicaments essentiels sont en rupture de stock.

Les stations d'évacuation des eaux usées, celles d'épuration et l'alimentation en eau des foyers dépendent aussi de la fourniture en carburant. De nombreux dysfonctionnements ont été constatés : des fuites ont entraîné des inondations de quartiers entiers d'eaux d'égout. 90 millions de litres d'eaux usées non traitées ont été rejetés à la mer, polluant ainsi les zones de pêche déjà restreintes¹. Deux tiers de la population de Gaza n'a d'eau que tous les 3 ou 4 jours. L'eau de l'aquifère est à 90 % impropre à la consommation. Et l'avenir à moyen terme est sombre puisque d'ici 2020, Gaza n'aura plus d'eau potable selon l'ONU.

Cela fait plus de sept ans que les habitants de la bande de Gaza ont été physiquement enfermés par les autorités israéliennes avec l'imposition d'un blocus drastique reconnu comme illégal au regard du droit international humanitaire². En tant que puissance occupante, Israël a la responsabilité et l'obligation de permettre au plus vite l'acheminement de carburant, de produits de première nécessité et de matériel permettant de réparer et maintenir en état les infrastructures essentielles.

Mais Israël n'est pas le seul responsable de l'asphyxie des Gazaouis. Le gouvernement égyptien, d'abord, qui a décidé, depuis la chute du gouvernement de M. Morsi, allié « naturel » du Hamas, de détruire la majorité des tunnels permettant l'acheminement de

palestiniennes. Créé à la suite des Accords d'Oslo (1993), ce réseau regroupe 133 organisations, dont 63 sont actives à Gaza. Il a pour mission d'améliorer les conditions de vie des habitants et de briser le silence en alertant sur les conséquences humanitaires du blocus. Sur le terrain, les associations qui le composent travaillent dans différents domaines tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. Plus généralement, le PNGO plaide pour les droits du peuple palestinien et tente de renforcer les valeurs démocratiques au sein de la société.

C'est en soutenant ce type de réseau pour maintenir la pression sur les « geôliers » que l'on pourra briser l'indifférence générale et ouvrir les portes de cette prison. Et le travail est considérable, puisque le territoire dépend à 80 % de l'aide humanitaire, que le chô-

« D'ICI 2020, GAZA N'AURA PLUS D'EAU POTABLE SELON L'ONU »

marchandises et de carburant entre le Sinaï et Gaza. Le gouvernement de Mahmoud Abbas, ensuite, qui ne fait rien pour alerter la communauté internationale des conditions de vie des Gazaouis et dont la rivalité avec le Hamas prend en otage la population. Et que dire enfin de la communauté internationale et des médias à qui il est en droit de demander à partir de quand une situation devient suffisamment intolérable à leurs yeux pour la pousser à agir ?

Soutien aux associations de terrain

Le soutien à la société civile palestinienne de Gaza est apparu essentiel et prioritaire pour le CNCD-11.11.11. Cela fait quatre ans qu'il appuie financièrement, au travers de l'Opération 11.11.11, le Palestinian NGO Network (PNGO), la coordination des ONG

mage touche 40 % de la population, et que 35 % des terres cultivables sont inaccessibles à cause de la zone de sécurité imposée par l'occupant le long du mur qui entoure la bande de Gaza.³

1/ Les pêcheurs ne peuvent dépasser les 3 milles marins (contre les 20 milles prévus par les accords d'Oslo) sous peine d'être la cible de tirs, de voir leur bateau arraisonné et confisqué ou d'être emprisonnés. 2/ Ce blocus est illégal au regard du droit international humanitaire car constitutif d'une punition collective, selon notamment le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). 3/ Chiffres cités le dernier numéro du bulletin de l'Association belgo-palestinienne.

JULIEN TRUDDAÏU

Denis Robert, héros des temps modernes ?

Entre deux toiles qui sèchent dans son atelier d'une galerie près de Montmartre, le bouclage financier d'un site d'information en ligne, Denis Robert, d'abord et avant tout journaliste, sort un livre intitulé « Vue imprenable sur la folie du monde ». Rencontre.

Il faut se rafraîchir la mémoire, saturée d'informations instantanées dont la durée de vie avoisine souvent la paire de secondes. Denis Robert est un journaliste de *Libération* qui, fin 90, démissionne, estimant ne plus pouvoir faire son travail correctement. Il continue ses enquêtes au moyen de livres et de films documentaires. *Journal Intime des affaires en cours* sera le début d'une longue série. Ce sera aussi le commencement des enquêtes sur une firme au cœur du système bancaire : Clearstream.

Au cœur du système des paradis fiscaux

Le journaliste analyse, prouve, dénonce. Clearstream est une chambre de compensation internationale basée au Luxembourg. Ses clients sont des banques, des institutions financières et quelques sociétés. Il découvre au cours de ses investigations que l'entreprise s'avère être une courroie de transmission importante du système des paradis fiscaux, par le biais de comptes occultes : « Au cœur de l'Europe, une multinationale efface industriellement des transactions entre ses clients ».

Denis Robert devient alors la cible de la firme mais aussi des plus grandes banques d'Europe (dont Fortis). Les procès en diffamation se multiplient (plus de soixante !). Fait rare, ses livres sont censurés, retirés des librairies. En 2009, à bout après huit ans de procédures et de condamnations, il jette l'éponge en annonçant qu'il ne parlera plus jamais de Clearstream.

Il explore alors d'autres disciplines. Il peint, colle, rature sur des toiles (voir ci-contre) qui constitueront pendant de nombreuses années son seul exutoire. Dans le monde de la presse, rares sont les soutiens. Le silence est de mise. L'intimidation procédurale fonctionne. Jusqu'à ce jour de 2011 où la Cour de Cassation française confirme que le travail de Denis Robert était bel et bien sérieux, et relève de l'intérêt général. Par là, elle confirme la véracité des enquêtes. Les livres ressortent. Le journaliste reparle peu à peu. Mais personne ne s'insurge. Les activités de Clearstream continuent. Le système continue. Les paradis fiscaux continuent. Silence.

Comment Denis Robert a-t-il pu résister à autant de pression ? Comme un cosmonaute qui retrouve l'attraction terrestre, le journaliste a eu du mal à écrire un nouveau livre. Un blocage de trois ans. Puis, le trauma passé, il livre *Vue imprenable sur la folie du monde*.



© Denis Robert - galeriew.com



En haut à droite : © Denis Robert, Carlyle, 2012 – En bas-gauche : © Denis Robert, Le dernier listing, 2010 – En bas gauche : © Denis Robert, Sans Titre, 2011 – galeriew.com

Road-roman en Lorraine

Le journaliste propose un road-roman qui sillonne sa région natale, la Lorraine. « Je n'ai jamais vraiment quitté cette région. Même quand j'avais un boulot du côté de République à Paris. De plus en plus souvent, mon entourage fait pression pour qu'on déménage. Je pourrais habiter Marseille, Paris, Trouville, Saint-Tropez ou Biarritz. Je résiste. Je sais que l'horizon est bouché, qu'on s'emmerde dans ce coin, mais on s'emmerde partout quand on a plus de rêves. Et de ce bout de terre bordé par trois frontières, la vue est imprenable sur la folie du monde. »



C'est donc depuis ce bout de terre représentatif des travailleurs de la France d'aujourd'hui, que nous le suivons en compagnie de son fils de 8 ans, partant à la rencontre des « petites gens » et des « grandes personnes ». Des élus politiques, des ouvriers mis à la retraite à 45 ans, des confrères courageux, d'autres lâches, des vies cassées par le capitalisme appliqué au quotidien : les portraits se succèdent et ne se ressemblent pas. Mais tous traduisent le malaise d'une société en crise. Décentralisation, promesses politiques, trahisons, fermetures : des schémas vieux de trente ans qui se répètent. Au fil des pages, Denis Robert jongle entre le local et l'international. Il nous présente la vallée de Fensch comme un laboratoire où les histoires vécues sont les mêmes qu'ailleurs, en Belgique, en Italie ou en Espagne.

« La finance est un iceberg »

À partir de ces anecdotes fraîchement recueillies, il contextualise, met en perspective. L'ombre de Clearstream et des paradis fiscaux rôde tout au long des pages. Le journaliste raconte les rendez-vous manqués, l'incompétence des politiques face à la toute puissance de la finance.

« La finance est un iceberg. Cent icebergs. Mille icebergs naviguant en eau trouble qui foncent et fondent sur nous. Elle dispose d'un *back office* immense, enfoui, à la face immergée méconnue, où d'étranges mécaniciens bricolent entre eux sans contrôle. Et un *front office*, où officient des alpagueurs souriants, des guichetiers habiles et des communicants serviles. Tous sont connectés entre eux et payés pour vendre au peuple et aux nations des rêves et crédits. »

« DES ALPAGUEURS SOURIANTS,
DES GUICHETIERS HABILES ET DES
COMMUNICANTS SERVILES. TOUS SONT
CONNECTÉS ENTRE EUX ET PAYÉS
POUR VENDRE AU PEUPLE ET AUX NATIONS
DES RÊVES ET CRÉDITS »

Une réflexion sur ce qu'il reste d'espoir

Il ne faudrait pas croire que ce bouquin est une machine à désespérer. Même si le parcours de son auteur, les portraits et situations rencontrés au fil des lignes, sont parfois tristes, et le constat est alarmant. Même si *L'avenir* devait être le titre du livre et qu'il en a été réduit à celui d'un chapitre. *Vue imprenable...* est avant tout une réflexion sur ce qu'il reste d'espoir. Il s'agit d'une histoire de transmission. Car Denis Robert emmène, dans ses pérégrinations, son gosse de huit ans à qui il essaie de faire découvrir son coin de pays.

C'est d'ailleurs d'abord à ce gamin, Woody, que l'histoire est adressée. Le présent échappant visiblement aux adultes, Denis Robert transmet pour que d'autres construisent, plus tard, quelque chose de différent.

« Le monde sera plus sauvage. On ira visiter Mars. Le cerveau humain sera l'autre territoire à explorer. La planète se réchauffera. Les ours blancs, les tigres du Bengale, les lynx d'Espagne, les renards de Darwin auront disparu. Les usines aussi. Et les marchands de journaux. Pas les banquiers qui resteront les tauliers du système. Le rapport au temps, au travail, à la foi va changer. J'apprendrai à Woody à se méfier de ceux qui ont trop de certitudes. Je voudrais qu'il garde humour et distance face aux événements qui ne vont pas manquer d'encombrer sa vie. Je voudrais qu'il soit armé pour résister à la connerie ambiante. Je voudrais être toujours là. »

Vue imprenable sur la folie du monde

Denis Robert

214 pages – Editions Les Arènes – Octobre 2013





SOUTENEZ LA RECONSTRUCTION AUX PHILIPPINES

**Les ONG belges de coopération structurelle
et leurs partenaires se serrent les coudes.
Aidez-les à réaliser leurs objectifs !**

Le typhon Haiyan a laissé derrière lui un véritable chaos. Pas moins d'un demi-million de Philippins se retrouvent sans toit. Des milliers n'ont pas survécu. Des partenaires des ONG belges de coopération structurelle, 11.11.11, TRIAS, Bevrijde Wereld, Médecins pour le Tiers Monde, Solidarité Mondiale, Plan Belgique, DISOP, Entraide et Fraternité, KIYO, Via Don Bosco, SOS Villages d'enfants, Enfance Tiers Monde, ont été lourdement touchés. Et malgré tout c'est eux qui ont été les premiers à organiser et à dispenser de l'aide aux communautés locales.

Ces associations locales préparent activement le moment où les organisations humanitaires et les militaires se retireront du terrain. C'est alors que la phase délicate de la reconstruction battra son plein : la saison des semailles reprend rapidement, les postes de santé doivent être remis sur pied, les enfants doivent retrouver un environnement plus sécurisé, les personnes qui ont besoin d'une assistance psychologique doivent être aidées, etc.

Depuis de nombreuses années, les ONG belges aux Philippines consolident leur expérience dans ce pays, elles savent pertinemment bien ce que signifient solidarité et collaboration dans le long terme. Elles restent dès lors fidèles à leur mission : éviter l'avalanche d'aide humanitaire, et renforcer les partenaires philippins dans leur assistance aux populations et communautés locales pour leur permettre le plus rapidement possible de reprendre leurs activités le plus normalement possible.

**Faites un don sur
le compte commun
des 13 ONG :**

BE30 0000 0000 1111

Communication :
« Reconstruction philippines »

En savoir plus :
www.cncd.be/philippines



**Reconstruction
PHILIPPINES**



Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...
GÉRARD MANRÉSON,
professeur à HECC
Haute école du Café du Commerce

Du sang et du boudin

Les arènes et leurs vaillants gladiateurs m'ont toujours fait triper. Plus il y a de sang, plus ça m'excite... c'est ma came. Mais il n'est pas toujours facile de satisfaire ce besoin et de l'assumer en public. Il y a bien quelques jeux électroniques de plus en plus réalistes, mais cela manque d'hémoglobine, la vraie, celle qui tache et sent le métal. Je n'ai retrouvé cette formidable ambiance que dans des combats interdits de chiens dans des caves glauques et puantes et dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'hystérie des parieurs en moins.

C'est pourquoi j'assiste régulièrement, en tant que consultant de la société civile, le ministre des Affaires étrangères dans les négociations de cette arène moderne. On se croirait revenu dans la Rome antique. J'y mène des combats les plus sanglants possibles. Ma spécialité : inventer des règles de la mort qui tue pour pimenter le jeu de massacre, comme interdire aux pays pauvres de se constituer des stocks alimentaires ou les faire adhérer à de sympathiques « clauses de paix ».

Les mettre à poil et les jeter dans la fosse aux lions, quelle jouissance! C'est la garantie d'un combat qui va gicler, la certitude d'un beau spectacle. Sans stock alimentaire, c'est l'assurance de producteurs écrasés par des prix écrasés et

de belles explosions de prix pour les consommateurs. Bref, sang et boudin à tous les étages.

En face, quelques pouilleux pleurnichards rechignent... Evidemment, ils n'ont pas d'éducation pour apprécier la beauté des combats purs et virils. Il faut aussi avouer qu'ils sentent, eux, l'haleine du lion derrière les barreaux. Chochottes!

La clause de paix, c'est le paroxysme de la perversion, et là où il y a perversion il y a passion. *J'adooooooooore... et je coupe le son.* Elle stipule que nous laisserons les loqueteux jouer avec leurs jambières (quelque petits soutiens temporaires à l'économie locale) mais qu'ils devront s'engager à laisser les grilles des cages aux lions ouvertes (simplifier les exportations des pays industriels). Une clause de carnage. La promesse d'un beau spectacle.

Si vous êtes, comme moi, passionné de combats courus d'avance avec des fins tragiques, je vous conseille aussi les conclaves budgétaires. Du grand show à l'américaine, avec, comme toujours, ceux qui le méritent du côté des gagnants.

Alors, merci qui ?

les caricatures de

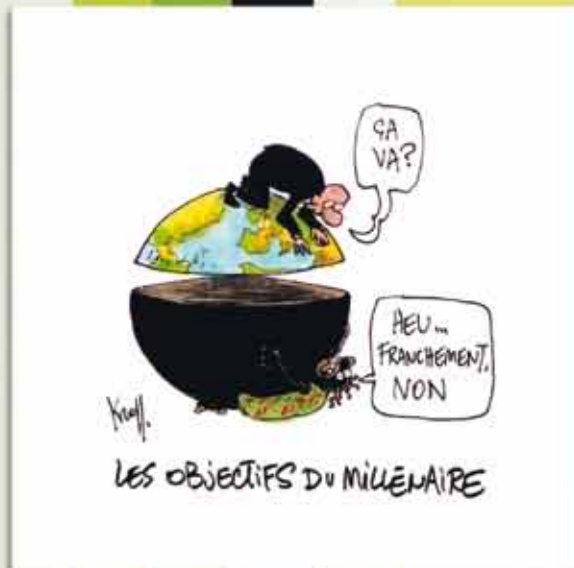
Pierre

Kroll

maintenant chez vous !

Faites-vous plaisir,

**décorez vos intérieurs
et soutenez les projets 11.11.11!**



Il y en a pour
tous les goûts :

- 23 dessins
de Pierre Kroll
- 3 supports au choix
- 7 formats différents

**À partir
de 51 €
TTC**

Découvrez les dessins et passez
commande en ligne sur

<http://boutique.cncd.be>

